

**INSTITUTION ADOUR**

\*\*\*\*\*

Extrait du registre des délibérations  
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

\*\*\*\*\*

**Séance du 16 octobre 2024**  
(Convocation du 10 octobre 2024)

Aujourd'hui, le 16 octobre 2024 à 15h30, le bureau dûment convoqué s'est réuni sous la forme de visioconférence, sous la présidence de M. Paul Carrère, Président

<b>Conseillers en exercice</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• Nombre</li><li>• Voix</li></ul>	8 8
<b>Présents</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• Nombre</li><li>• Voix</li></ul>	5 5
<b>Pouvoirs</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• Nombre</li><li>• Voix</li></ul>	0 0
Majorité simple selon article 15.2 des statuts	

<b>Suffrages exprimés</b>	
<b>Pour</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• Nombre</li><li>• Voix</li></ul>	5 5
<b>Contre</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• Nombre</li><li>• Voix</li></ul>	0 0
<b>Abstention</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• Nombre</li><li>• Voix</li></ul>	0 0

Étaient présents :

Mme Céline Salles, M. Paul Carrère, M. Thierry Carrère, M. Charles Pelanne, M. Bernard Verdier

Étaient excusés :

Mme Dominique Degos, M. Gérard Castet, M. Bernard Pouban

Secrétaire de séance : Mme Céline Salles, Vice-Présidente

Rapporteur : M. Paul Carrère, Président



**OBJET : Conventions - Risques fluviaux - Partenariat pour l'animation et la mise en œuvre du programme d'études préalable à un programme d'actions de prévention des inondations à l'échelle du sous bassin de l'Adour aval**

**Exposé des motifs :**

Par convention en date du 5 février 2019, la communauté d'agglomération Pays Basque et l'Institution Adour ont collaboré pour l'élaboration du volet fluvial de la stratégie locale de gestion du risque inondation (SLGRI) du territoire à risque important inondation (TRI) côtier basque. Des conventions ont également été établies entre l'Institution Adour et les communautés de communes Marenne Adour Côte-Sud, du Pays d'Orthe et Arrigans et du Seignanx pour la participation de l'EPTB à l'élaboration de cette SLGRI.

Ce travail a été sanctionné par l'approbation de la SLGRI par arrêté interpréfectoral en date du 20 juillet 2020.

Dès lors, les quatre EPCI-FP concernés (communauté d'agglomération Pays Basque, communauté de communes du pays d'Orthe et Arrigans, communauté de communes Marenne Adour Côte-Sud et communauté de communes du Seignanx) ainsi que le syndicat mixte du bas Adour maritime gémapien ont sollicité l'EPTB pour le portage d'un programme d'actions de prévention des inondations (PAPI) sur le périmètre de l'Adour aval qui constituerait la suite opérationnelle du travail entrepris jusqu'alors.

Par délibération n°95/2021, le comité syndical de l'EPTB a délibéré favorablement sur le principe du portage par l'Institution Adour de l'élaboration du programme d'études préalables à un programme d'actions de prévention des inondations (PAPI) sur l'Adour aval.

Dans le cadre d'un travail de concertation conduit avec les EPCI-FP du territoire, le syndicat mixte du bas Adour maritime (SMBAM) et les deux Départements (Pyrénées-Atlantiques et Landes), l'organisation partenariale nécessaire à l'élaboration de ce PAPI a été établie.

Pour la construction du PEP au PAPI Adour aval, de nombreuses réunions ont ainsi eu lieu et notamment :

- des réunions techniques avec les élus et les services des structures GEMAPIENNES et des EPCI-FP,
- une journée de groupes de travail afin de définir les actions,
- des réunions avec les services de l'État, garants du bon déroulement de la démarche,
- des réunions du comité de pilotage (2).

Par délibération n°2024\_CS\_20 en date du 17 juillet 2024, le comité syndical de l'EPTB a délibéré favorablement sur le principe du portage et de la mise en œuvre par l'Institution Adour du programme d'études préalables à un programme d'actions de prévention des inondations (PAPI) sur l'Adour aval.

Aussi, il convient de valider ces engagements par la signature d'une convention multipartite entre l'EPTB, le syndicat mixte du bas Adour maritime, les quatre EPCI-FP concernés et les deux Départements qui ont souhaité participer financièrement à la mise en œuvre du programme d'études préalables.

La convention telle que proposée et annexée précise notamment le périmètre géographique du projet, les engagements de chaque partie avec les clefs de répartition financière ainsi que les instances de pilotage et de suivi de la démarche.

Vu le code de l'environnement et notamment son article L.213-12,

Vu la loi n°2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages et notamment son titre II « risques naturels »,

Vu la Directive européenne 2007/60/CE dite « directive inondation » du 23 octobre 2007 relative à l'évaluation et à la gestion des risques d'inondation,

Vu la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement,

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'État.*



Vu la loi du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) attribuant aux établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre la compétence « gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations » (GEMAPI),

Vu le décret n°2015-1038 du 20 août 2015 relatif aux établissements publics territoriaux de bassin et aux établissements publics d'aménagement et de gestion des eaux,

Vu le décret n°2011-227 du 2 mars 2011 relatif à l'évaluation et à la gestion des risques d'inondation,

Vu l'instruction du gouvernement du 22 juin 2023 relative au dispositif de labellisation des programmes d'actions de prévention des inondations « PAPI 3 - juillet 2023 »,

Vu le plan de gestion du risque inondation du bassin Adour-Garonne (PGRI) 2016-2021 et notamment son objectif stratégique n°1 Développer des gouvernances, à l'échelle territoriale adaptée, structurées, pérennes, et aptes à porter des stratégies locales et programmes d'actions permettant la mise en œuvre des objectifs suivants du PGRI,

Vu l'arrêté interpréfectoral n°64-2020-07-20-002 en date du 20 juillet 2020 approuvant la stratégie locale de gestion du risque d'inondation du territoire à risque important (TRI) d'inondation côtier basque,

Vu la délibération de l'Institution Adour n°2024\_B\_54 en date du 17 juillet 2024 relative à la délégation d'une partie de la compétence GEMAPI par le SMBAM à l'EPTB,

Vu la délibération n°2024\_CS\_20 en date du 17 juillet 2024 approuvant le programme d'études préalable au programme d'actions de prévention des inondations Adour aval et s'engageant à conduire une partie de ses actions,

## LE BUREAU

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

## DECIDE

### Article 1

- d'approuver les termes de la convention à intervenir avec les Départements des Landes et des Pyrénées-Atlantiques, la communauté de communes Pays d'Orthe et Arrigans, la communauté de communes Maremne Adour Côte-Sud, la communauté de communes du Seignanx, la communauté d'agglomération Pays Basque et le syndicat mixte du bas Adour maritime telle qu'annexée,
- d'autoriser le président à signer la convention,
- d'autoriser le président à signer les documents et à prendre toutes décisions relatives à leur exécution.

### Article 2

Monsieur le président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré le 16 octobre 2024 à Mont-de-Marsan,

Le Président,  
Paul CARRÈRE

Envoyé en préfecture le 17/10/2024

Reçu en préfecture le 17/10/2024

Publié le

ID : 040-254002264-20241016-241016H2122H1-DE



**INSTITUTION ADOUR**  
Etablissement Public Territorial de Bassin  
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques



**MACS**  
Communauté de communes  
Monts d'Adour - Côte Sud



**Pays  
Basque  
euskal  
herria**

COMMUNAUTÉ  
D'AGGLOMERATION  
HIRIGUNE  
ELKARGOA  
COMUNITAT  
D'AGLOMERACION



Département  
des Landes



**Le Seignanx**  
Communauté d'agglomération



pays d'**ORTHE**  
et **ARRIGANS**  
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES



**PYRENEES  
ATLANTIQUES  
LE DEPARTEMENT**

## CONVENTION

Partenariat pour l'animation et la mise en œuvre du programme  
d'études préalable à un programme d'actions de prévention des  
inondations à l'échelle du sous-bassin de l'Adour aval

**Entre :**

L'Institution Adour, établissement public territorial du bassin de l'Adour, domiciliée au 38 rue Victor Hugo - 40025 Mont-de-Marsan cedex et représentée par son président, Paul Carrère, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération n°xxxxxxx en date du 16 octobre 2024,

ci-après dénommée : l'**EPTB**

**Et :**

La communauté de communes du Pays d'Orthe et Arrigans, domiciliée au 156 route de Mahoumic - 40300 Peyrehorade, représentée par son président, Jean-Marc Lescoute, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération n°xxxxxxx en date du xxxxxxxxxxxx,

ci-après dénommée : la **CCPOA**

**Et :**

La communauté de communes Marenne Adour Côte-Sud, domiciliée allée des Camélias - 40230 Saint-Vincent-de-Tyrosse, représentée par son président, Pierre Froustey, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération n°20240926D07D en date du 26 septembre 2024,

ci-après dénommée : la **CCMACS**

**Et :**

La communauté de communes du Seignanx, domiciliée 1526 avenue de Barrère - 40390 Saint-Martin-de-Seignanx, représentée par sa présidente, Isabelle Dufau, dûment autorisée à signer la présente convention par délibération n°xxxxxxx en date du xxxxxxxxxxxx,

ci-après dénommée : la **CCS**

**Et :**

La communauté d'agglomération Pays Basque, domiciliée 15 avenue du Maréchal Foch - 64185 Bayonne, représentée par son président, Jean-René Etchegaray, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération n°xxxxxxx en date du xxxxxxxxxxxx,

ci-après dénommée : la **CAPB**

**Et :**

Le syndicat mixte du bas Adour maritime, domicilié 116 rue de Gascogne - 64240 Urt, représenté par son président, Raymond Pouyanné, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération n°02-24/09/2024 en date du 24 septembre 2024,

ci-après dénommé : le **SMBAM**





Et :

Le Département des Pyrénées-Atlantiques, domicilié au 64 avenue Jean Biray - 64058 Pau Cedex 9, représenté par son président, Jean-Jacques Lasserre, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération n°xxxxxxx en date du xxxxxxxxxxxx,

ci-après dénommé : le **Département 64**

Et :

Le Département des Landes, domicilié au 23 rue Victor Hugo - 40025 Mont-de-Marsan Cedex, représenté par son président, Xavier Fortinon, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération n°xxxxxxx en date du xxxxxxxxxxxx,

ci-après dénommé : le **Département 40**

La CCPOA, la CCMACS, la CCS et la CAPB étant ci-après désignées conjointement par les **EPCI-FP**,

Le SMBAM et la CAPB étant ci-après désignés par les **structures gémapiennes**,

Les Départements 64 et 40 étant ci-après désignés conjointement par les **Départements**,

Les EPCI-FP et les Départements étant ci-après désignés conjointement par les **participants financeurs**,

L'EPTB, les EPCI-FP, les Départements et les structures gémapiennes sont ci-après désignés individuellement par **partie** et conjointement par **parties**.

\*\*\*

## Préambule

Par convention en date du 5 février 2019, la communauté d'agglomération Pays Basque et l'Institution Adour ont collaboré pour l'élaboration du volet fluvial de la stratégie locale de gestion du risque inondation (SLGRI) du territoire à risque important inondation (TRI) côtier basque. Des conventions ont également été établies entre l'Institution Adour et les communautés de communes Maremne Adour Côte-Sud, du Pays d'Orthe et Arrigans et du Seignanx pour la participation de l'EPTB à l'élaboration de cette SLGRI.

Ce travail a été sanctionné par l'approbation de la SLGRI par arrêté interpréfectoral en date du 20 juillet 2020.

Dès lors, les quatre EPCI-FP concernés (communauté d'agglomération Pays Basque, communauté de communes du pays d'Orthe et Arrigans, communauté de communes Maremne Adour Côte-Sud et communauté de communes du Seignanx) ainsi que le syndicat mixte du bas Adour maritime - en charge de la GEMAPI - ont sollicité l'EPTB pour le portage d'un programme d'actions de prévention des inondations (PAPI) sur le périmètre de l'Adour aval qui constituerait la suite opérationnelle du travail entrepris jusqu'alors.

Par délibération n°95/2021, le comité syndical de l'EPTB a délibéré favorablement sur le principe du portage par l'Institution Adour du programme d'études préalable à un programme d'actions de prévention des inondations (PAPI) sur l'Adour aval.

Dans le cadre d'un travail de concertation conduit avec les EPCI-FP du territoire, le syndicat mixte du bas Adour maritime (SMBAM) et les deux Départements (Pyrénées-Atlantiques et Landes), l'organisation partenariale nécessaire à l'élaboration de ce PAPI a été établie.





Pour la construction du PEP au PAPI Adour aval, de nombreuses réunions ont rassemblé les différents décideurs, acteurs et partenaires et notamment :

- des réunions techniques avec les élus et les parties (15),
- une journée de groupes de travail afin de définir les actions (1),
- des réunions avec les services de l'État, garants du bon déroulement de la démarche (4),
- des réunions du comité de pilotage (2).

Le programme d'actions, tel que constitué, prévoit que l'Institution Adour conduise l'animation du PAPI ainsi que diverses opérations qui seront réalisées en régie (AXE 0). L'EPTB est également identifié comme maître d'ouvrage, pour le compte des EPCI-FP et du syndicat en charge de la GEMAPI, des actions considérées comme mutualisables à l'échelle du territoire afin de rationaliser et d'optimiser les démarches (demandes de subventions, économies d'échelle, ...). La présente convention a pour objet de définir les rôles, responsabilités et participations financières de chacun au regard des aides publiques (dont le fonds de prévention des risques naturels majeurs) dont bénéficie le programme.

\*\*\*

Vu le code de l'environnement et notamment son article L.213-12,

Vu la loi n°2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages et notamment son titre II « risques naturels »,

Vu la Directive européenne 2007/60/CE dite « directive inondation » du 23 octobre 2007 relative à l'évaluation et à la gestion des risques d'inondation,

Vu la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement,

Vu la loi du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) attribuant aux établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre la compétence « gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations » (GEMAPI),

Vu le décret n°2015-1038 du 20 août 2015 relatif aux établissements publics territoriaux de bassin et aux établissements publics d'aménagement et de gestion des eaux,

Vu le décret n°2011-227 du 2 mars 2011 relatif à l'évaluation et à la gestion des risques d'inondation,

Vu l'instruction du gouvernement du 22 juin 2023 relative au dispositif de labellisation des programmes d'actions de prévention des inondations « PAPI 3 - juillet 2023 »,

Vu le plan de gestion du risque inondation du bassin Adour-Garonne (PGRI) 2016-2021 et notamment son objectif stratégique n°1 Développer des gouvernances, à l'échelle territoriale adaptée, structurées, pérennes, et aptes à porter des stratégies locales et programmes d'actions permettant la mise en œuvre des objectifs suivants du PGRI,

Vu l'arrêté interpréfectoral n°64-2020-07-20-002 en date du 20 juillet 2020 approuvant la stratégie locale de gestion du risque d'inondation du territoire à risque important (TRI) d'inondation côtier basque,

Vu la convention de délégation d'une partie de la compétence GEMAPI par le SMBAM à l'EPTB en date du XXX,

Vu la délibération n°2024\_CS\_20 en date du 17 juillet 2024 approuvant le programme d'études préalable au programme d'actions de prévention des inondations Adour aval et s'engageant à conduire une partie de ses actions,

Vu la délibération n°20240926D07D en date du 26 septembre 2024 du conseil communautaire de la communauté de communes Marenne Adour Côte-Sud approuvant les termes de la présente convention et autorisant son président à la signer,





Vu la délibération n°XXX en date du XXX du conseil communautaire de la communauté de communes du Seignanx approuvant les termes de la présente convention et autorisant sa présidente à la signer,

Vu la délibération n°XXX en date du XXX du conseil communautaire de la communauté de communes Marenne Adour Côte-Sud approuvant les termes de la présente convention et autorisant son président à la signer,

Vu la délibération n°XXX en date du XXX du conseil communautaire de la communauté de communes du Pays d'Orthe et Arrigans approuvant les termes de la présente convention et autorisant son président à la signer,

Vu la délibération n°XXX en date du XXX du conseil permanent de la communauté d'agglomération Pays Basque approuvant les termes de la présente convention et autorisant son président à la signer,

Vu la délibération n°XXX en date du XXX du Département des Landes approuvant les termes de la présente convention et autorisant son président à la signer,

Vu la délibération n°XXX en date du XXX du Département des Pyrénées-Atlantiques approuvant les termes de la présente convention et autorisant son président à la signer,

Vu la délibération n°XXX en date du 16 octobre 2024 de l'Institution Adour approuvant les termes de la présente convention et autorisant son président à la signer,

Vu la délibération n°02-24/09/2024 en date du 24 septembre 2024 du syndicat mixte du bas Adour maritime approuvant les termes de la présente convention et autorisant son président à la signer,

Considérant les statuts en vigueur des communautés de communes du Pays d'Orthe et Arrigans, Marenne Adour Côte-Sud et du Seignanx ainsi que de la communauté d'agglomération Pays Basque,

Considérant les statuts en vigueur de l'EPTB tels qu'approuvés par arrêté préfectoral en date du 16 février 2022, et notamment l'article 10.2,

Considérant les statuts en vigueur du syndicat mixte du bas Adour maritime,

Considérant la validation du projet de programme d'études préalable par le comité de pilotage lors de sa réunion en date du 3 juillet 2024,

## IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUI

### Article 1. Objet de la convention

La présente convention a pour objet de fixer les modalités de partenariat technique et financier entre les différentes collectivités intéressées pour l'animation et la mise en œuvre par l'EPTB du programme d'études préalable au programme d'actions de prévention des inondations à l'échelle du sous-bassin de l'Adour aval.

Le contenu complet du programme d'études préalable est porté en annexe à la présente convention (cf. Annexe 2 : Liste complète des actions inscrites au PEP au PAPI et coûts prévisionnels associés).

### Article 2. Durée et prise d'effet de la convention

La présente convention prendra effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025 pour une durée de 4 ans.

Cette durée totale tient compte de la durée prévisionnelle de 36 mois de réalisation technique effective de l'opération ainsi que de la durée administrative de l'opération jusqu'à son solde financier, soit 12 mois supplémentaires.







Un calendrier prévisionnel de la mise en œuvre des actions est annexé à la présente convention (cf. Annexe 3 : Planning prévisionnel des actions du PEP).

### Article 3. Périmètre géographique du projet

Le programme d'études préalable au PAPI Adour aval porte sur le sous-bassin de l'Adour aval tel que délimité ci-après :

- limite amont : limite aval du PAPI de Dax, soit la confluence avec le Luy (exclu) en rive gauche et la limite communale entre Saubusse et Saint-Geours-de-Maremne en rive droite,
- limite aval : embouchure de l'Adour à l'exclusion des parties des communes de Bayonne et d'Anglet situées en rive gauche de l'Adour à l'aval de la confluence avec la Nive.

Les sous bassins des affluents qui confluent avec l'Adour sur le linéaire considéré sont totalement inclus à l'exception :

- des sous-bassins versants des affluents inclus partiellement :
  - o celui du Lauhirsasse (exclusion du périmètre situé sur les communes de Labastide-Villefranche, Abitain, Autevielle-Saint-Martin-Bideren),
  - o celui de l'Estey de la barthe de haut (exclusion du périmètre situé sur la commune de Siest),
  - o celui des gaves réunis à partir de la confluence du gave d'Oloron (exclusion du périmètre situé sur les communes de Lérén, Saint-Pé-de-Lérén, Labastide-Villefranche) et du gave de Pau,
  - o celui de la Bidouze (exclusion du périmètre situé sur les communes de Labastide-Villefranche, Abitain, Autevielle-Saint-Martin-Bideren)
- des sous-bassins versants des affluents exclus en totalité :
  - o celui de la Nive.

Communes ou parties de communes non comprises dans le périmètre : Siest, Lérén, Saint-Pé-de-Lérén, Labastide-Villefranche, Abitain, Autevielle-Saint-Martin-Bideren, Anglet, partie de Bayonne située en rive gauche de l'Adour à l'aval de la confluence avec la Nive.

La carte de localisation du territoire concerné par le projet ainsi que la liste des collectivités parties-prenantes sont annexées à la présente convention (cf. Annexe 1 : Localisation du territoire concerné par le projet ainsi que la liste des collectivités parties-prenantes).

### Article 4. Engagements et attendus des parties

Par l'animation de ce programme d'études préalable au PAPI Adour aval, les parties s'engagent, dans le respect de leurs prérogatives respectives, à traiter de manière globale et intégrée les problématiques de gestion des risques d'inondation, de préservation de l'environnement et d'aménagement du territoire, à informer le public pour développer la conscience du risque, et à réduire la vulnérabilité des personnes, des biens et des territoires aux phénomènes naturels prévisibles d'inondations.

#### 4.1. Engagements et attendus de l'EPTB

En tant que structure porteuse, l'EPTB est chargé de :

- animer et coordonner la démarche,
- porter la maîtrise d'ouvrage des actions mutualisées à l'échelle de tout ou partie du territoire et des actions qui lui sont confiées par délégation de la compétence GEMAPI,
- constituer le dossier de candidature du PAPI Adour aval,
- être l'interlocuteur principal des partenaires institutionnels et des services instructeurs,
- solliciter les subventions auprès des cofinanceurs ainsi que les participations des partenaires de l'opération, et ce pour les actions dont il assure la maîtrise d'ouvrage,
- assurer le suivi technique et financier de la démarche.



## 4.2. Rôle et missions des structures gémapiennes

Les structures exerçant la compétence GEMAPI sur le sous-bassin versant de l'Adour aval sont chargées, dans le cadre du projet, de :

- relayer les informations relatives au projet au sein de leurs instances et auprès de leurs administrés,
- contribuer à la réalisation des actions inscrites dans le programme d'études préalable au PAPI Adour aval,
- apporter tout éclairage et expertise visant à une compréhension collective du fonctionnement des cours d'eau à l'échelle du sous-bassin versant,
- porter la maîtrise d'ouvrage des actions identifiées comme relevant de la compétence GEMAPI dès lors qu'elles portent sur leur territoire de compétence et n'ont pas été déléguées à l'EPTB,
- participer à la constitution du dossier de candidature pour le PAPI Adour aval,
- contribuer au suivi technique et financier de la démarche,
- participer au financement du reste à charge de l'EPTB des actions dont il assure la maîtrise d'ouvrage par délégation de compétence GEMAPI et selon les modalités indiquées à l'article 7.3.

## 4.3. Rôle et missions des EPCI-FP

Les EPCI-FP sont chargés, dans le cadre du projet, de :

- contribuer à la réalisation des actions inscrites dans le programme d'études préalable au PAPI Adour aval,
- porter, le cas échéant, la maîtrise d'ouvrage des actions identifiées comme relevant de leurs compétences,
- participer à la constitution du dossier de candidature pour le PAPI Adour aval,
- relayer les informations relatives au projet au sein de leurs instances, auprès de leurs communes membres et de leurs administrés,
- contribuer au suivi technique et financier de la démarche,
- participer au financement du reste à charge du projet incombant à l'EPTB selon les modalités de répartition indiquées à l'article 7.2.

## 4.4. Rôle et missions des Départements

Au regard des compétences qui leur sont dévolues, les Départements sont chargés, dans le cadre du projet, de :

- contribuer à la réalisation des actions inscrites dans le programme d'études préalable au PAPI Adour aval,
- participer à la constitution du dossier de candidature pour le PAPI Adour aval,
- relayer les informations relatives au projet au sein de leurs instances,
- contribuer au suivi technique et financier de la démarche,
- participer au financement du reste à charge du projet incombant à l'EPTB selon les modalités de répartition indiquées à l'article 7.1.

# Article 5. Contenu du programme, moyens mis en œuvre et maîtrise d'ouvrage

## 5.1. Contenu du programme

Le contenu du programme est détaillé en annexe 2 : liste complète des actions inscrites au pep au papi et coûts prévisionnels associés.

## 5.2. Actions à conduire sous maîtrise d'ouvrage de l'EPTB

Les actions du programme d'études préalable listées ci-après seront réalisées sous maîtrise d'ouvrage de l'EPTB :





Action		Type	Coût TTC
0.1	Animer le programme d'études préalable au PAPI Adour aval (le coût de l'animation inclut la rémunération des chargés de mission, des frais de coordination et d'encadrement, les coûts d'équipement, les déplacements, les participations à des colloques ou formations, les frais annexes d'impression et courriers, ainsi que d'éventuelles petites prestations, les frais de communication, etc.)	Mutualisée PAPI + Dpts	226 205,00 €
0.1.a	Accompagner et suivre les opérations de réduction de la vulnérabilité PAPI	Mutualisée Landes + Dpts	29 212,00 €
0.1.b	Assurer le suivi technique et l'expertise hydraulique des études	GEMAPI	116 846,00 €
1.1.a	Mener une étude hydraulique de l'Adour	GEMAPI	95 000,00 €
1.1.b	Mener une étude hydraulique des gaves réunis	GEMAPI	42 000,00 €
1.1.c	Mener une étude hydraulique du sous bassin-versant de l'Aran	GEMAPI	125 000,00 €
1.1.d	Mener une étude hydraulique du sous bassin-versant de l'Arday	GEMAPI	55 000,00 €
1.5	Mettre en place des repères de crues	Mutualisée PAPI	15 360,00 €
1.6	Définir une stratégie de communication et de sensibilisation au risque d'inondation	Mutualisée PAPI	36 000,00 €
1.7	Développer des outils de communication et sensibilisation adaptés au territoire	Mutualisée PAPI	54 000,00 €
1.9	Évaluer sur le plan environnemental le PAPI	Mutualisée PAPI	180 000,00 €
5.1.a	Réaliser des diagnostics de vulnérabilité sur les habitations exposées à un risque d'inondation dans le département des Landes	Mutualisée Landes	60 000,00 €
5.2	Réaliser des diagnostics de vulnérabilité sur les établissements publics exposés à un risque d'inondation dans le département des Landes	Mutualisée Landes	4 500,00 €
5.3.a	Réaliser des diagnostics de vulnérabilité sur les biens d'activité professionnelle d'entreprise de moins de 20 salariés exposés à un risque d'inondation dans le département des Landes	Mutualisée Landes	19 500,00 €
7.2	Étudier la fonctionnalité hydraulique des ouvrages existants	GEMAPI	170 000,00 €

À noter que les actions qui seront conduites par l'EPTB de type « GEMAPI » dans le tableau ci-avant font l'objet d'une délégation de compétence GEMAPI.

### 5.3. Moyens mis en œuvre par l'EPTB

Dans le cadre du projet, en tant que structure porteuse, et pour mener à bien les missions qui lui incombent telles qu'identifiées précédemment, l'EPTB mettra en place les moyens décrits ci-après.

L'animation et l'accompagnement technique de ce projet impliquera :

- le recrutement d'un chargé de mission dédié (1 équivalent temps plein) au sein de l'équipe en charge de la gestion des risques fluviaux. Cet animateur sera encadré par le responsable du service risques fluviaux et épaulé par :
  - o des collègues en charge de la mise en œuvre et de l'élaboration de PAPI ou programmes d'études préalable à un PAPI,
  - o des collègues en charge d'opérations relatives à la gestion de risques fluviaux (systèmes d'endiguement, mobilités des cours d'eau, etc.),
  - o des collègues en charge de la gestion administrative et financière des opérations conduites sous maîtrise d'ouvrage de l'EPTB.





- le recrutement au sein de l'équipe en charge de la gestion des risques fluviaux d'un chargé de mission en charge de l'animation et du suivi des actions spécifique aux actions de réduction de vulnérabilité (0,2 équivalent temps plein) ;
- le recrutement au sein de l'équipe en charge de la gestion des risques fluviaux d'un ingénieur hydraulique pour le suivi des études hydrauliques qui pourraient être déléguées par les structures gémapiennes (0,8 équivalent temps plein).

Le personnel dédié à la mission disposera d'un équipement de bureau classique (informatique, mobilier, etc.) et aura accès aux véhicules de la flotte de l'EPTB. Le personnel sera basé au siège de l'EPTB.

## Article 6. Engagement financier des parties

### 6.1. Montant du programme d'études préalable au PAPI Adour aval

Le montant prévisionnel total du programme d'études préalable au PAPI Adour aval est évalué à 2 355 623,00 € TTC (cf. Annexe 2 : Liste complète des actions inscrites au PEP au PAPI et coûts prévisionnels associés).

Le montant prévisionnel des actions à conduire par l'EPTB (actions mutualisées PAPI et actions conduites par délégation de compétence GEMAPI), objet de la présente convention, est évalué à 1 228 623,00 € TTC (cf. tableau porté à l'article 5.2).

### 6.2. Plan de financement du programme d'études préalable au PAPI Adour aval

Le plan de financement prévisionnel du projet est établi au regard des conditions d'éligibilité connues des règlements d'intervention des partenaires institutionnels et financiers. Le détail des financements attendus est précisé action par action en annexe à la présente convention (cf. Annexe 4 : Détail des actions mutualisées pour les années 2025-2027).

## Article 7. Dispositions financières et modalités de versement des participations

### 7.1. Participation des Départements au reste à charge incombant à l'EPTB

Au titre de leur compétence en matière de solidarité départementale, de leurs politiques respectives en matière de préservation de l'environnement et de gestion des risques, et en tant que membres de l'EPTB, les Départements des Landes et des Pyrénées-Atlantiques participeront pour moitié au financement du reste à charge de l'EPTB relatif aux actions d'animation hors compétence GEMAPI (0.1 et 0.1.a).

S'appuyant sur ces principes de solidarité territoriale mais aussi de gestion cohérente des bassins versants (solidarités amont/aval, rive gauche/rive droite et urbain/rural), cette part de reste à charge incombant aux Départements sera répartie à parité entre les deux Départements.

### 7.2. Répartition du reste à charge entre les EPCI-FP

Le reste à charge des actions conduites sous maîtrise d'ouvrage de l'EPTB, déduction faite des subventions obtenues et des participations des Départements, sera réparti entre les EPCI-FP selon deux clefs de répartition financière :

- une clef de répartition relative aux actions mutualisées à l'échelle du PAPI,
- une clef de répartition relative aux actions territorialisées du PAPI,

#### Clef de répartition concernant les actions mutualisées à l'échelle du PAPI

La clef de répartition concernant les actions mutualisées à l'échelle du PAPI, soit celles liées à l'animation du programme d'études préalable (action 0.1), à la définition d'une stratégie de communication et sensibilisation (action 1.6), au développement d'outils de communication et de sensibilisation (action 1.7) ainsi qu'à la réalisation de l'évaluation environnementale du PAPI Adour





aval (action 1.9), s'appliquera entre les 4 EPCI-FP cosignataires. Elle est établie de la manière suivante :

- la population carroyée située dans la zone inondable centennale du PAPI compte pour 25% ;
- le bâti situé dans la zone inondable centennale du PAPI compte pour 25% ;
- le potentiel fiscal de l'EPCI-FP rapporté à la population carroyée dans le PAPI compte pour 50%.

Les sources des données utilisées pour l'établissement de la clé de répartition sont les suivantes :

- population carroyée à 200 m : données produites par l'INSEE ;
- zone inondable centennale : données issues des atlas des zones inondables, produites par les DDTM et la DREAL ;
- potentiel fiscal des EPCI-FP : données produites par le ministère de l'intérieur (DGCL) ;
- superficie du bâti : données produites par l'IGN issues de la BD TOPO.

Ainsi, la répartition entre les EPCI-FP partenaires retenue pour les charges mutualisées à l'échelle du PAPI est la suivante :

- communauté d'agglomération Pays Basque : 81,46 %
- communauté de communes du Seignanx : 6,31%
- communauté de communes Marenne Adour Côte-Sud : 4,37 %
- communauté de communes du pays d'Orthe et Arrigans : 7,86 %

#### Clef de répartition relative aux actions territorialisées du PAPI

Le reste à charge concernant les actions territorialisées du PAPI, soit le poste de chargé de mission réduction de la vulnérabilité (action 0.1.a) ainsi que les actions liées à la pose de repère de crues (action 1.5) et à la réalisation de diagnostic de vulnérabilité au sein des EPCI-FP landais (actions 5.1.a, 5.2.a et 5.3.a), sera réparti au pro rata de l'intérêt de chaque action entre les EPCI-FP concernés :

- proportionnellement au nombre de diagnostics de vulnérabilité estimés au sein des EPCI-FP landais (action 0.1.a) ;
- proportionnellement aux repères de crues posés sur le territoire (action 1.5) ;
- proportionnellement au nombre de diagnostics réalisés au sein des EPCI-FP landais (actions 5.1.a, 5.2.a et 5.3.a).

### 7.3. Répartition du reste à charge relatif aux actions relevant de la compétence GEMAPI

Pour mémoire, le reste à charge des actions liées aux études hydrauliques (actions 1.1.a, 1.1.b, 1.1.c, 1.1.d et 7.2) ainsi que le poste d'un ingénieur hydraulique (action 0.1.b) sera entièrement assumé par le syndicat mixte du bas Adour maritime dans le cadre de la convention dédiée de délégation de compétence GEMAPI entre le SMBAM et l'EPTB.

### 7.4. Versement des participations

La participation annuelle sera appelée à l'année N+1 auprès de chaque participant au financement du reste à charge en une seule fois, calculée au prorata des dépenses effectives et recettes (cofinancements) appelées et sur la base du décompte global et définitif.

Un complément de participation pourra être sollicité ultérieurement dans une limite de 10% sur la base du plan de financement définitif auprès de chaque participant au financement du reste à charge. Au-delà, il conviendra de formaliser ce complément par avenant.

## Article 8. Instances de pilotage et de suivi de la démarche

### 8.1. Comité de suivi de la convention

Cette instance constituée des représentants des parties se réunira *a minima* une fois par an pour assurer le suivi et la programmation des actions identifiées dans la convention.







## 8.2. Comité de pilotage de la démarche

Dans le cadre de l'animation du programme d'études préalable au PAPI Adour aval, les partenaires du projet coordonnent leur action au sein d'un comité de pilotage.

Ce comité de pilotage est constitué conformément au cahier des charges « PAPI 3 ». La composition prévisionnelle du comité de pilotage est précisée en annexe de la présente convention (cf. Annexe 5 : Liste des membres du comité de pilotage et du comité technique du PAPI Adour aval).

Le comité de pilotage s'assure de la cohérence des différentes composantes du programme d'études préalable au PAPI Adour aval ainsi que des actions à inscrire au PAPI Adour aval.

La préparation du travail du comité de pilotage est assurée par un comité technique.

## 8.3. Comité technique de la démarche

L'animation de la présente convention, ainsi que la préparation du travail du comité de pilotage, sont assurées par un comité technique composé de représentants des financeurs, des maîtres d'ouvrages et des parties.

Le comité technique se réunit autant que de besoin et notamment avant les réunions du comité de pilotage. Il informe le comité de pilotage de l'avancement des actions du programme d'études préalable au PAPI Adour aval, ainsi que de l'élaboration du PAPI Adour aval et de toute difficulté éventuelle.

Le comité technique peut se faire communiquer tous documents, études ou informations relatifs à la mise en œuvre du programme, détenus par les maîtres d'ouvrages.

La composition prévisionnelle du comité technique est précisée en annexe à la présente convention (cf. Annexe 5 : Liste des membres du comité de pilotage et du comité technique du PAPI Adour aval).

## 8.4. Groupes de travail

Des groupes de travail associant les collectivités et acteurs du territoire pourront être constitués pour travailler à des échelles géographiques ou sur des thématiques ciblées. Ils seront constitués sur proposition du comité technique en cohérence avec les stratégies de concertations mises en œuvre par les structures gémapiennes sur leurs territoires et mis en place après validation par le comité de pilotage.

## Article 9. Modification des clauses

La présente convention ne pourra être modifiée ou adaptée, dans ses termes ou ses dispositions pratiques que par voie d'avenant signé entre les parties étant précisé que le projet d'avenant devra être validé préalablement par les parties.

## Article 10. Contestations

Le tribunal compétent pour statuer sur les contestations auxquelles pourrait donner lieu l'application de la présente convention est le Tribunal administratif de Pau.





Convention de partenariat pour l'animation d'un programme d'études préalable à un programme d'actions de prévention des inondations à l'échelle du sous-bassin de l'Adour aval

Fait en un exemplaire original, à Mont-de-Marsan, le ,

**Paul Carrère,**  
Président de l'Institution Adour

projet





Convention de partenariat pour l'animation d'un programme d'études préalable à un programme d'actions de prévention des inondations à l'échelle du sous-bassin de l'Adour aval

**Jean-Marc Lescoute**

Président de la communauté de communes du Pays d'Orthe et Arrigans

projet







Convention de partenariat pour l'animation d'un programme d'études préalable à un programme d'actions de prévention des inondations à l'échelle du sous-bassin de l'Adour aval

**Pierre Froustey**

Président de la communauté de communes Maremne Adour Côte-Sud

projet





Convention de partenariat pour l'animation d'un programme d'études préalable à un programme d'actions de prévention des inondations à l'échelle du sous-bassin de l'Adour aval

**Isabelle Dufau**

Présidente de la communauté de communes du Seignanx

projet





Convention de partenariat pour l'animation d'un programme d'études préalable à un programme d'actions de prévention des inondations à l'échelle du sous-bassin de l'Adour aval

**Jean-René Etchegaray**  
Président de la communauté d'agglomération Pays Basque

projet





Convention de partenariat pour l'animation d'un programme d'études préalable à un programme d'actions de prévention des inondations à l'échelle du sous-bassin de l'Adour aval

**Raymond Pouyanné**  
Président du syndicat mixte du bas Adour maritime

projet





Convention de partenariat pour l'animation d'un programme d'études préalable à un programme d'actions de prévention des inondations à l'échelle du sous-bassin de l'Adour aval

**Jean-Jacques Lasserre**  
Président du Département des Pyrénées-Atlantiques

projet





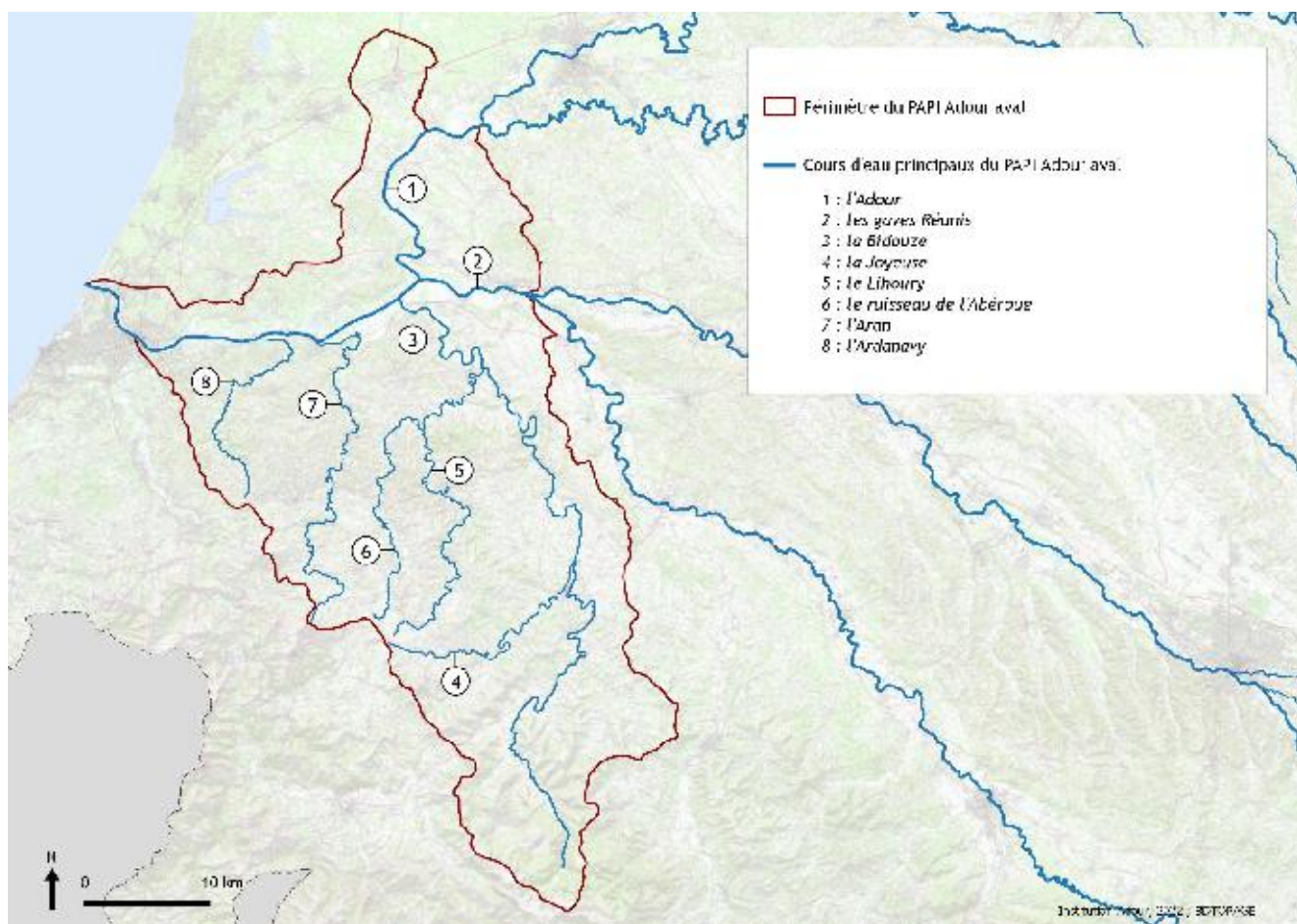
Convention de partenariat pour l'animation d'un programme d'études préalable à un programme d'actions de prévention des inondations à l'échelle du sous-bassin de l'Adour aval

**Xavier Fortinon**  
Président du Département des Landes

projet



[illegible]







## Annexe 2 : Liste complète des actions inscrites au PEP au PAPI et coûts prévisionnels associés

Axe 0 : animation										
Fiche-action		Maître d'ouvrage	Coût global		Reste à charge du maître d'ouvrage		État (P181)		FEDER	
N°	Libellé		Montant	HT/TTC	Montant	Taux	Montant	Taux	Montant	Taux
0.1	Animation du PEP Adour aval	Institution Adour	372 263,00 €	-	74 452,24 €	20,00 %	161 806,80 €	43,47%	136 003,96 €	36,53 %
	dont ETP 1 : animateur du PEP	Institution Adour	226 205,00 €	-	45 240,31 €		98 303,50 €	43,46 %	82 661,19 €	36,54 %
0.1.a	dont ETP 2 : poste RV PAPI	Institution Adour	29 212,00 €	-	5 842,79 €		12 700,66 €	43,48 %	10 668,55	36,52 %
0.1.b	dont ETP 3 : poste hydraulique	Institution Adour	116 846,00 €	-	23 369,14 €		50 802,64 %	43,48 %	42 674,22	36,52%
TOTAL			372 263,00 €		74 452,24 €	20,00 %	161 806,80 €	43,47%	136 003,96 €	36,53 %

Axe 1 : amélioration de la connaissance et de la conscience du risque								
Fiche-action		Maître d'ouvrage	Coût global		Reste à charge du maître d'ouvrage		État (P181)	
N°	Libellé		Montant	HT/TTC	Montant	Taux	Montant	Taux
1.1.a	Étude hydraulique de l'Adour	Institution Adour	95 000,00 €	TTC	47 500,00 €	50,00%	47 500,00 €	50,00%
1.1.b	Étude hydraulique des gaves réunis	Institution Adour	42 000,00 €	TTC	21 000,00 €	50,00%	21 000,00 €	50,00%
1.1.c	Étude hydraulique du sous bassin versant de l'Aran	Institution Adour	125 000,00 €	TTC	62 500,00 €	50,00%	62 500,00 €	50,00%
1.1.d	Étude hydraulique du sous bassin versant de l'Arday	Institution Adour	55 000,00 €	TTC	27 500,00 €	50,00%	27 500,00 €	50,00%
1.2	Étude hydraulique du sous bassin versant de la Bidouze	CA Pays Basque	350 000,00 €	TTC	175 000,00 €	50,00%	175 000,00 €	50,00%
1.3.a	Collecte et compilation des données existantes sur le sous-bassin versant de l'Adour maritime	Syndicat mixte du bas Adour maritime	0,00 €		0,00 €	0,00%	0,00 €	0,00%





## Axe 1 : amélioration de la connaissance et de la conscience du risque

Fiche-action		Maître d'ouvrage	Coût global		Reste à charge du maître d'ouvrage		État (P181)	
N°	Libellé		Montant	HT/TTC	Montant	Taux	Montant	Taux
1.3.b	Collecte et compilation des données existantes sur le sous-bassin versant de la Bidouze amont	CA Pays Basque	0,00 €		0,00 €	0,00%	0,00 €	0,00%
1.4	Création d'un réseau d'acteurs pour établir un protocole post-crues	Institution Adour	0,00 €		0,00 €	0,00%	0,00 €	0,00%
1.5	Définition de sites et pose de repères de crues	Institution Adour	15 360,00 €	TTC	3 072,00 €	20,00%	12 288,00 €	80,00%
1.6	Définition d'une stratégie de communication et de sensibilisation au risque d'inondation	Institution Adour	36 000,00 €	TTC	18 000,00 €	50,00%	18 000,00 €	50,00%
1.7	Développer des outils de communication et sensibilisation adaptés au territoire	Institution Adour	54 000,00 €	TTC	10 800,00 €	20,00%	43 200,00 €	80,00%
1.8	Réaliser des actions d'information pour accompagner le programme d'études préalable au PAPI Adour aval	Institution Adour	0,00 €		0,00 €	0,00%	0,00 €	0,00%
1.9	Évaluation environnementale du PAPI Adour aval	Institution Adour	180 000,00 €	TTC	90 000,00 €	50,00%	90 000,00 €	50,00%
TOTAL			952 360,00 €	TTC	455 372,00 €	47,82%	496 988,00 €	52,18%





### Axe 2 : surveillance, prévision des crues et des inondations

Fiche-action		Maître d'ouvrage	Coût global		Reste à charge du maître d'ouvrage		État (P181)	
N°	Libellé		Montant	HT/TTC	Montant	Taux	Montant	Taux
2.1.a	Évaluation des besoins en équipement de surveillance et prévision des crues sur le sous-bassin versant de l'Adour maritime	Syndicat mixte du bas Adour maritime	0,00 €		0,00 €	0,00%	0,00 €	0,00%
2.1.a	Évaluation des besoins en équipement de surveillance et prévision des crues sur le sous-bassin versant de la Bidouze amont	CA Pays Basque	0,00 €		0,00 €	0,00%	0,00 €	0,00%
<b>TOTAL</b>			<b>0,00 €</b>		<b>0,00 €</b>	<b>0,00%</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00%</b>

### Axe 3 : Alerte et gestion de crise

Fiche-action		Maître d'ouvrage	Coût global		Reste à charge du maître d'ouvrage		État (P181)	
N°	Libellé		Montant	HT/TTC	Montant	Taux	Montant	Taux
3.1	Reconnaissance aérienne des zones inondées et sinistrées	SDIS 40	0,00 €		0,00 €	0,00%	0,00 €	0,00%
3.2	Création d'un annuaire de gestion de crise à l'échelle du PAPI Adour aval	Institution Adour	0,00 €		0,00 €	0,00%	0,00 €	0,00%
3.3.a	Amélioration de l'alerte à l'échelle communale sur le département des Landes	Syndicat mixte du bas Adour maritime	0,00 €		0,00 €	0,00%	0,00 €	0,00%
3.3.b	Amélioration de l'alerte à l'échelle communale sur le département des Pyrénées-Atlantiques	CA Pays Basque	0,00 €		0,00 €	0,00%	0,00 €	0,00%



**Axe 3 : Alerte et gestion de crise**

Fiche-action		Maître d'ouvrage	Coût global		Reste à charge du maître d'ouvrage		État (P181)	
N°	Libellé		Montant	HT/TTC	Montant	Taux	Montant	Taux
3.4.a	Préparation d'exercices de gestion de crise sur les communes du département des Landes	Syndicat mixte du bas Adour maritime	0,00 €		0,00 €	0,00%	0,00 €	0,00%
3.4.b	Préparation d'exercices de gestion de crise sur les communes du département des Pyrénées-Atlantiques	CA Pays Basque	0,00 €		0,00 €	0,00%	0,00 €	0,00%
<b>TOTAL</b>			<b>0,00 €</b>		<b>0,00 €</b>	<b>0,00%</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00%</b>

**Axe 4 : prise en compte du risque inondation dans l'urbanisme**

Fiche-action		Maître d'ouvrage	Coût global		Reste à charge du maître d'ouvrage		État (P181)	
N°	Libellé		Montant	HT/TTC	Montant	Taux	Montant	Taux
4.1	Analyse de la prise en compte du risque dans les documents d'urbanisme	Institution Adour	0,00 €		0,00 €	0,00%	0,00 €	0,00%
4.2	Réflexion portant sur le développement d'une stratégie d'acquisition foncière	Institution Adour	0,00 €		0,00 €	0,00%	0,00 €	0,00%
<b>TOTAL</b>			<b>0,00 €</b>		<b>0,00 €</b>	<b>0,00%</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00%</b>





### Axe 5 : réduction de la vulnérabilité des personnes et des biens

Fiche-action		Maître d'ouvrage	Coût global		Reste à charge du maître d'ouvrage		État (P181)	
N°	Libellé		Montant	HT/TTC	Montant	Taux	Montant	Taux
5.1.a	Réalisation de diagnostics de vulnérabilité sur les habitations exposées à un risque d'inondation dans le département des Landes	Institution Adour	60 000,00 €	TTC	30 000,00 €	50,00%	30 000,00 €	50,00%
5.1.b	Réalisation de diagnostics de vulnérabilité sur les habitations exposées à un risque d'inondation dans le département des Pyrénées-Atlantiques	CA Pays Basque	75 000,00 €	TTC	37 500,00 €	50,00%	37 500,00 €	50,00%
5.2.a	Réalisation de diagnostics de vulnérabilité sur les établissements publics exposés à un risque d'inondation dans le département des Landes	Institution Adour	4 500,00 €	TTC	2 250,00 €	50,00%	2 250,00 €	50,00%
5.2.b	Réalisation de diagnostics de vulnérabilité sur les établissements publics exposés à un risque d'inondation dans le département des Pyrénées-Atlantiques	CA Pays Basque	4 500,00 €	TTC	2 250,00 €	50,00%	2 250,00 €	50,00%
5.3.a	Réalisation de diagnostics de vulnérabilité sur les biens d'activité professionnelle d'entreprise de moins de 20 salariés exposés à un risque d'inondation dans le département des Landes	Institution Adour	19 500,00 €	TTC	9 750,00 €	50,00%	9 750,00 €	50,00%
5.3.b	Réalisation de diagnostics de vulnérabilité sur les biens d'activité professionnelle d'entreprise de moins de 20 salariés exposés à un risque d'inondation dans le département des Pyrénées-Atlantiques	CA Pays Basque	67 500,00 €	TTC	33 750,00 €	50,00%	33 750,00 €	50,00%





### Axe 5 : réduction de la vulnérabilité des personnes et des biens

Fiche-action		Maître d'ouvrage	Coût global		Reste à charge du maître d'ouvrage		État (P181)	
N°	Libellé		Montant	HT/TTC	Montant	Taux	Montant	Taux
5.4	Réalisation des travaux de réduction de vulnérabilité sur les habitations	Propriétaires	450 000,00 €	TTC	90 000,00 €	20,00%	360 000,00 €	80,00%
5.5	Réalisation des travaux de réduction de vulnérabilité sur les établissements publics	Collectivités	30 000,00 €	TTC	15 000,00 €	50,00%	15 000,00 €	50,00%
5.6	Réalisation des travaux de réduction de vulnérabilité sur biens d'activité professionnelle d'entreprise de moins de 20 salariés	Entreprises	150 000,00 €	TTC	90 000,00 €	60,00%	60 000,00 €	40,00%
<b>TOTAL</b>			<b>861 000,00 €</b>		<b>310 500,00 €</b>	<b>36,06%</b>	<b>550 500,00 €</b>	<b>63,94%</b>

### Axe 6 : gestion des écoulements

Fiche-action		Maître d'ouvrage	Coût global		Reste à charge du maître d'ouvrage		État (P181)	
N°	Libellé		Montant	HT/TTC	Montant	Taux	Montant	Taux
6.1	Définir d'un programme de ralentissement des écoulements par des solutions fondées sur la nature	Institution Adour	0,00 €		0,00 €	0,00%	0,00 €	0,00%
6.2	Recensement et analyse des aménagements hydrauliques existants sur le territoire	Syndicat mixte du bas Adour maritime	0,00 €		0,00 €	0,00%	0,00 €	0,00%
<b>TOTAL</b>			<b>0,00 €</b>		<b>0,00 €</b>	<b>0,00%</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00%</b>





Axe 7 : gestion des ouvrages de protection hydrauliques								
Fiche-action		Maître d'ouvrage	Coût global		Reste à charge du maître d'ouvrage		État (P181)	
N°	Libellé		Montant	HT/TTC	Montant	Taux	Montant	Taux
7.1	Recensement et analyse des ouvrages de protection sur le territoire	Syndicat mixte du bas Adour maritime	0,00 €		0,00 €	0,00%	0,00 €	0,00%
7.2	Etude de caractérisation de la fonctionnalité hydraulique des ouvrages existants	Institution Adour	170 000,00 €	TTC	85 000,00 €	50,00%	85 000,00 €	50,00%
TOTAL			170 000,00 €		85 000,00 €	50,00%	85 000,00 €	50,00%

Les restes à charges indiqués dans cette convention sont mentionnés à titre indicatif et pourront être ajustés au regard des accompagnements financiers réels, aussi bien à la hausse qu'à la baisse.

Coût total du PEP Adour aval	Montant total des subventions	Reste à charge total de l'EPTB	Reste à charge autres maîtres d'ouvrage (hors EPTB)
2 355 623,00 €	1 430 298,76 €	481 824,24 €	443 500,00 €

Reste à charge prévisionnel sur les années 2025 - 2027 (3 ans)						
Montant de participation du CD40	Montant de participation du CD64	Montant de participation SMBAM	Montant de participation CAPB	Montant de participation CCS	Montant de participation CCMACS	Montant de participation CCPOA
12 770,78 €	12 770,78 €	266 869,14 €	365 236,86	19 345,13 €	16 025,58 €	37 305,98 €





Détail prévisionnel de la répartition du reste à charge entre les EPCI-FP sur 3 ans (2025 - 2027) :

	N° actions	Montant de participation CAPB	Montant de participation CCS	Montant de participation CCMACS	Montant de participation CCPOA
Actions non déléguées	0.1	18 426,38 €	1 427,33 €	988,50 €	1 777,94 €
	0.1.a	- €	653,52 €	653,52 €	1 614,36 €
	1.2	175 000,00 €	- €	- €	- €
	1.5	1 536,00 €	768,00 €	192,00 €	576,00 €
	1.6	14 662,80 €	1 135,80 €	786,60 €	1 414,80 €
	1.7	8 797,68 €	681,48 €	471,96 €	848,88 €
	1.9	73 314,00 €	5 679,00 €	3 933,00 €	7 074,00 €
	5.1.a	- €	7 500,00 €	7 500,00 €	15 000,00 €
	5.1.b	37 500,00 €	- €	- €	- €
	5.2.a	- €	750,00 €	- €	1 500,00 €
	5.2.b	2 250,00 €	- €	- €	- €
	5.3.a	- €	750,00 €	1 500,00 €	7 500,00 €
	5.3.b	33 750,00 €	- €	- €	- €
	Total	365 236,86 €	19 345,13 €	16 025,58 €	37 305,98 €
Actions déléguées par le SMBAM	0.1.b	14 126,76 €	1 857,67 €	3 173,56 €	4 211,15 €
	1.1.a	28 713,75 €	3 776,25 €	6 450,50 €	8 559,50 €
	1.1.b	- €	- €	- €	21 000,00 €
	1.1.c	62 500,00 €	- €	- €	- €
	1.1.d	27 500,00 €	- €	- €	- €
	7.2	51 382,50 €	6 757,50 €	11 543,00 €	15 317,00 €
	Total	184 223,01 €	12 391,42 €	21 167,06 €	49 087,65 €
Montant prévisionnel total de participation		549 459,87 €	31 736,55 €	37 192,64 €	86 393,63 €





[illegible]



Maitrise d'ouvrage	Institution Adour	CAPB	SMBAM	SDIS 40
--------------------	-------------------	------	-------	---------

	2025				2026				2027			
	1T	2T	3T	4T	1T	2T	3T	4T	1T	2T	3T	4T
<b>Axe 4 : Prise en compte du risque inondation dans l'urbanisme</b>												
4.1 : analyse de la prise en compte du risque dans les documents d'urbanisme												
4.2 : réflexion portant sur le développement d'une stratégie d'acquisition foncière												
<b>Axe 5 : Actions de réduction de la vulnérabilité des personnes et des biens</b>												
5.1.a : réalisation de diagnostics de vulnérabilité sur les habitations dans le département des Landes												
5.1.b : réalisation de diagnostics de vulnérabilité sur les habitations dans le département des Pyrénées-Atlantiques												
5.2.a : réalisation de diagnostics de vulnérabilité sur les établissements publics dans le département des Landes												
5.2.b : réalisation de diagnostics de vulnérabilité sur les établissements publics dans le département des Pyrénées-Atlantiques												
5.3.a : réalisation de diagnostics de vulnérabilité sur les biens d'activités professionnels dans le département des Landes												
5.3.b : réalisation de diagnostics de vulnérabilité sur les biens d'activité professionnelle dans le département des Pyrénées-Atlantiques												
5.4 : réalisation des travaux de réduction de vulnérabilité sur les habitations												
5.5 : réalisation des travaux de réduction de vulnérabilité sur les établissements publics												
5.6 : réalisation des travaux de réduction de vulnérabilité sur les biens d'activité professionnelle d'entreprise												
<b>Axe 6 : Gestion des écoulements</b>												
6.1 : définition d'un programme de ralentissement des écoulements par des solutions fondées sur la nature												
6.2 : recensement et analyse des aménagements hydrauliques existants sur le territoire												
<b>Axe 7 : Gestion des ouvrages de protection hydrauliques</b>												
7.1 : recensement et analyse des ouvrages de protection existants sur le territoire												
7.2 : étude de caractérisation de la fonctionnalité hydraulique des ouvrages de protection existants												





## Annexe 4 : Détail des actions mutualisées pour les années 2025-2027

### Action 0.1 : animation du PAPI (fonctionnement)

L'animation inclut le temps de travail dédié aux actions à conduire en régie de l'ensemble du programme, mais également la bonne coordination des actions pour lesquelles l'EPTB n'est pas maître d'ouvrage.

Engagement et durée de l'action : 1<sup>er</sup> janvier 2025 pour une durée prévisionnelle de 3 ans.

Coût prévisionnel total : 226 205,00 € TTC (2025-2027)

Plan de financement prévisionnel pour les 3 ans :

		2025 - 2027 (3 ans)		
		Assiette des dépenses éligibles		Montant
Etat		196 607,00 €		98 303,50 €
FEDER		226 205,00 €		82 661,19 €
Autofinancement (20%)				45 240,31 €
Répartition du reste à charge				
Départements	Département des Landes	50%	50%	11 310,08 €
	Départements des Pyrénées-Atlantiques		50%	11 310,08 €
EPCI-FP		50%	cf. clef	22 620,16 €

Répartition du reste à charge pour les 3 ans (2025-2027) :

Le reste à charge incombant à l'EPTB est partagé pour moitié entre les Départements d'une part et les 4 EPCI-FP concernés d'autre part. La répartition entre les deux Départements est établie à parité. La répartition entre les EPCI-FP est établie selon la clef de répartition retenue pour la mise en œuvre des actions mutualisées à l'échelle du PAPI telle qu'établie au 7.2 de la présente convention (cf. détail par EPCI-FP ci-après).

	Taux	Montant total
Communauté d'agglomération Pays Basque	81,46 %	18 426,38 €
Communauté de communes du Seignanx	6,31 %	1 427,33 €
Communauté de communes Maremne Adour Côte-Sud	4,37 %	988,50 €
Communauté de communes du Pays d'Orthe et Arrigans	7,86 %	1 777,94 €
<b>TOTAL</b>	<b>100 %</b>	<b>22 620,16 €</b>





### **Action 0.1.a : poste de chargé de mission réduction de la vulnérabilité PAPI (fonctionnement)**

Le poste inclut le temps de travail dédié aux actions de réduction de vulnérabilité sur le territoire des EPCI-FP landais.

Engagement et durée de l'action : 1<sup>er</sup> janvier 2025 pour une durée prévisionnelle de 3 ans.

Coût prévisionnel total : 29 212,00 € TTC (2025-2027)

Plan de financement prévisionnel pour les 3 ans :

				2025 - 2027 (3 ans)			
				Assiette des dépenses éligibles		Montant	
Etat				25 401,32 €		12 700,66 € €	
FEDER				29 211,52 €		10 668,55 €	
Autofinancement (20%)						5 842,79	
Autofinancement	Département des Landes		50%	50%			1 460,70 €
	Départements des Pyrénées-Atlantiques			50%			1 460,70 €
	EPCI-FP landais		50%	cf. clef			2 921,40 €

### **Répartition du reste à charge pour les 3 ans (2025-2027) :**

Le reste à charge incombant à l'EPTB est partagé pour moitié entre les Départements d'une part et les EPCI-FP landais d'autre part. La répartition entre les deux Départements est établie à parité. La répartition entre les EPCI-FP landais est établie selon la clef de répartition retenue pour la mise en œuvre des actions territorialisées du PAPI, comme indiqué au 7.2 de la présente convention, soit ici au *prorata* du nombre de diagnostics de vulnérabilité estimés pour chacun des territoires (cf. détail par EPCI-FP ci-après).

	Taux	Montant total
Communauté de communes du Seignanx	22,37 %	653,52 €
Communauté de communes Maremne Adour Côte-Sud	22,37 %	653,52 €
Communauté de communes du Pays d'Orthe et Arrigans	55,26 %	1 614,36 €
<b>TOTAL</b>	<b>100 %</b>	<b>2 921,40 €</b>

	CCS	CCMACS	CCPOA	TOTAL
Diagnostics sur les habitations	15	15	30	60
Diagnostics sur les établissements publics	1	0	2	3
Diagnostics sur les entreprises de moins de 20 salariés	1	2	10	13
<b>Nombre de diagnostics estimés par EPCI-FP</b>	<b>17</b>	<b>17</b>	<b>42</b>	<b>76</b>
<b>Part du nombre de diagnostics estimés par EPCI-FP</b>	<b>22,37%</b>	<b>22,37%</b>	<b>55,26%</b>	<b>100,00%</b>





### Action 0.1.b. : poste d'ingénieur hydraulique (fonctionnement)

Le poste inclut le temps de travail dédié aux études hydrauliques qui seront portées par l'EPTB pour le compte du SMBAM.

Engagement et durée de l'action : 1<sup>er</sup> janvier 2025 pour une durée prévisionnelle de 3 ans.

Coût prévisionnel total : 116 846,00 € TTC (2025-2027)

Plan de financement prévisionnel pour les 3 ans :

2025 - 2027 (3 ans)			
Assiette des dépenses éligibles			Montant
Etat			101 605,28 €
FEDER			42 674,22 €
Autofinancement (20%)			23 369,14 €
Autofinancement	SMBAM	100%	23 369,14 €

Répartition du reste à charge pour les 3 ans (2025-2027) :

	Taux	Montant total
Syndicat mixte du bas Adour maritime	100,00 %	23 369,14 €
<b>TOTAL</b>	<b>100 %</b>	<b>23 369,14 €</b>





### **Action 1.1.a : étude hydraulique de l'Adour (opération pour compte de tiers)**

Il s'agit d'engager un prestataire pour mener une étude sur l'aléa inondation de l'Adour et les enjeux associés. Cette action sera portée par l'EPTB pour le compte du SMBAM en vertu d'une délégation de compétence GEMAPI.

Engagement et durée de l'action : 1<sup>er</sup> janvier 2025 pour une durée prévisionnelle de 3 ans.

Coût prévisionnel total : 95 000,00 € TTC (2025-2027)

Plan de financement prévisionnel pour les 3 ans :

		2025 - 2027 (3 ans)			
		Taux		Assiette des dépenses éligibles	Montant
État		50%		95 000,00 €	47 500,00 €
Autofinancement	SMBAM	50%	100%	-	47 500,00 €

Répartition du reste à charge :

	Taux	Montant total
Syndicat mixte du bas Adour maritime	100,00 %	47 500,00 €
<b>TOTAL</b>	<b>100 %</b>	<b>47 500,00 €</b>





### **Action 1.1.b : étude hydraulique des gaves réunis (opération pour compte de tiers)**

Il s'agit d'engager un prestataire pour mener une étude sur l'aléa inondation des gaves réunis et les enjeux associés. Cette action sera portée par l'EPTB pour le compte du SMBAM en vertu d'une délégation de compétence GEMAPI.

Engagement et durée de l'action : 1<sup>er</sup> janvier 2025 pour une durée prévisionnelle de 3 ans.

Coût prévisionnel total : 42 000,00 € TTC (2025-2027)

Plan de financement prévisionnel pour les 3 ans (2025-2027) :

		2025 - 2027 (3 ans)			
		Taux		Assiette des dépenses éligibles	Montant
État		50%		42 000,00 €	21 000,00 €
Autofinancement	SMBAM	50%	100%	-	21 000,00 €

Répartition du reste à charge pour les 3 ans (2025-2027) :

	Taux	Montant total
Syndicat mixte du bas Adour maritime	100,00 %	21 000,00 €
<b>TOTAL</b>	<b>100 %</b>	<b>21 000,00 €</b>





### **Action 1.1.c : étude hydraulique du sous bassin-versant de l'Aran (opération pour compte de tiers)**

Il s'agit d'engager un prestataire pour mener une étude sur l'aléa inondation à l'échelle du sous bassin-versant de l'Aran et les enjeux associés. Il s'agit d'engager un prestataire pour mener une étude sur l'aléa inondation des gaves réunis et les enjeux associés. Cette action sera portée par l'EPTB pour le compte du SMBAM en vertu d'une délégation de compétence GEMAPI.

Engagement et durée de l'action : 1<sup>er</sup> janvier 2025 pour une durée prévisionnelle de 3 ans.

Coût prévisionnel total : 125 000,00 € TTC (2025-2027)

Plan de financement prévisionnel pour les 3 ans (2025-2027) :

		2025 - 2027 (3 ans)			
		Taux		Assiette des dépenses éligibles	Montant
État		50%		125 000,00 €	62 500,00 €
Autofinancement	SMBAM	50%	100%	-	62 500,00 €

Répartition du reste à charge pour les 3 ans (2025-2027) :

	Taux	Montant total
Syndicat mixte du bas Adour maritime	100,00 %	62 500,00 €
<b>TOTAL</b>	<b>100 %</b>	<b>62 500,00 €</b>







### **Action 1.1.d : étude hydraulique du sous bassin-versant de l'Ardanavy (opération pour compte de tiers)**

Il s'agit d'engager un prestataire pour mener une étude sur l'aléa inondation à l'échelle du sous bassin-versant de l'Ardanavy et les enjeux associés. Il s'agit d'engager un prestataire pour mener une étude sur l'aléa inondation des gaves réunis et les enjeux associés. Cette action sera portée par l'EPTB pour le compte du SMBAM en vertu d'une délégation de compétence GEMAPI.

Engagement et durée de l'action : 1<sup>er</sup> janvier 2025 pour une durée prévisionnelle de 3 ans.

Coût prévisionnel total : 55 000,00 € TTC (2025-2027)

Plan de financement prévisionnel pour les 3 ans :

		2025 - 2027 (3 ans)			
		Taux		Assiette des dépenses éligibles	Montant
État		50%		55 000,00 €	27 500,00 €
Autofinancement	SMBAM	50%	100%	-	27 500,00 €

Répartition du reste à charge pour les 3 ans (2025-2027) :

	Taux	Montant total
Syndicat mixte du bas Adour maritime	100,00 %	27 500,00 €
<b>TOTAL</b>	<b>100 %</b>	<b>27 500,00 €</b>





### Action 1.5 : définition de sites et pose de repères de crue (fonctionnement)

Poser des repères de crues sur les communes couvertes par un PPRI

Engagement et durée de l'action : 1<sup>er</sup> janvier 2026 pour une durée prévisionnelle de 2 ans.

Coût prévisionnel total : 15 360,00 € TTC (2026-2027)

Plan de financement prévisionnel pour les 3 ans (2026-2027) :

		2025 - 2027 (3 ans)			
		Taux		Assiette des dépenses éligibles	Montant
État		80%		15 360,00 €	12 288,00 €
Autofinancement	EPCI-FP	20%	cf. clef	-	3 072,00 €

Répartition du reste à charge pour les 3 ans (2025-2027) :

La répartition entre les EPCI-FP est établie selon la clef de répartition retenue pour la mise en œuvre des actions territorialisées du PAPI, comme indiqué au 7.2 de la présente convention, soit ici au *prorata* du nombre de repères de crues posés sur chaque commune de l'EPCI-FP soumise à un PPRI (cf. détail prévisionnel par EPCI-FP ci-après).

	Nombre prévisionnel de repères de crue à poser dans les communes couvertes par un PPRI	Montant prévisionnel total
Communauté d'agglomération Pays Basque	8	1 536,00 €
Communauté de communes du Seignanx	4	768,00 €
Communauté de communes Maremne Adour Côte-Sud	1	192,00 €
Communauté de communes du Pays d'Orthe et Arrigans	3	576,00 €
<b>TOTAL</b>	<b>16</b>	<b>3 072,00 €</b>





### **Action 1.6 : définition d'une stratégie de communication et sensibilisation au risque inondation (fonctionnement)**

Il s'agit d'engager un prestataire afin de préparer la sensibilisation du territoire en définissant une stratégie et une charte graphique.

Engagement et durée de l'action : 1<sup>er</sup> janvier 2025 pour une durée prévisionnelle de 1 an.

Coût prévisionnel total : 36 000 € TTC (2025)

Plan de financement prévisionnel :

		2025 (1 an)			
		Taux		Assiette des dépenses éligibles	Montant
État		50%		36 000,00 €	18 000,00 €
Autofinancement	EPCI-FP	50%	cf. clef	-	18 000,00 €

Répartition du reste à charge :

Le reste à charge incombant à l'EPTB est partagé entre les 4 EPCI-FP concernés. La répartition entre les EPCI-FP est établie selon la clef de répartition retenue pour la mise en œuvre des actions mutualisées à l'échelle du PAPI telle qu'établie au 7.2 de la présente convention.

	Taux	Montant total
Communauté d'agglomération Pays Basque	81,46 %	14 662,80 €
Communauté de communes du Seignanx	6,31 %	1 135,80 €
Communauté de communes Maremne Adour Côte-Sud	4,37 %	786,60 €
Communauté de communes du Pays d'Orthe et Arrigans	7,86 %	1 414,80 €
<b>TOTAL</b>	<b>100 %</b>	<b>18 000,00 €</b>





# Action 1.7 : développer des outils de communication et sensibilisation adaptés au territoire (fonctionnement)

Il s'agit d'engager un prestataire afin de de créer des supports de communication et sensibilisation

Engagement et durée de l'action : 1<sup>er</sup> janvier 2025 pour une durée prévisionnelle de 3 ans.

Coût prévisionnel total : 36 000 € TTC (2025-2027)

Plan de financement prévisionnel pour les 3 ans (2025-2027) :

				2025 (3 ans)	
				Taux	Assiette des dépenses éligibles
État				80%	54 000,00 €
Autofinancement	EPCI-FP	20%	cf. clef	-	10 800,00 €

Répartition du reste à charge pour les 3 ans (2025-2027) :

Le reste à charge incombant à l'EPTB est partagé entre les 4 EPCI-FP concernés. La répartition entre les EPCI-FP est établie selon la clef de répartition retenue pour la mise en œuvre des actions mutualisées à l'échelle du PAPI telle qu'établie au 7.2 de la présente convention.

	Taux	Montant total
Communauté d'agglomération Pays Basque	81,46 %	8 797,68 €
Communauté de communes du Seignanx	6,31 %	681,48 €
Communauté de communes Maremne Adour Côte-Sud	4,37 %	471,96 €
Communauté de communes du Pays d'Orthe et Arrigans	7,86 %	848,88 €
<b>TOTAL</b>	<b>100 %</b>	<b>10 800,00 €</b>





### Action 1.9 : évaluation environnementale du PAPI Adour aval (investissement)

Il s'agit d'engager un prestataire afin d'évaluer l'incidence du programme d'actions du PAPI complet sur l'environnement.

Engagement et durée de l'action : 1<sup>er</sup> janvier 2025 pour une durée prévisionnelle de 3 ans.

Coût prévisionnel total : 180 000 € TTC (2025-2027)

Plan de financement prévisionnel pour les 3 ans (2025-2027) :

		2025 (3 ans)		
		Taux	Assiette des dépenses éligibles	Montant
État		50%	90 000,00 €	90 000,00 €
Autofinancement	EPCI-FP	50%	-	90 000,00 €

Répartition du reste à charge pour les 3 ans (2025-2027) :

Le reste à charge incombant à l'EPTB est partagé entre les 4 EPCI-FP concernés. La répartition entre les EPCI-FP est établie selon la clef de répartition retenue pour la mise en œuvre des actions mutualisées à l'échelle du PAPI telle qu'établie au 7.2 de la présente convention.

	Taux	Montant total
Communauté d'agglomération Pays Basque	81,46 %	73 314,00 €
Communauté de communes du Seignanx	6,31 %	5 679,00 €
Communauté de communes Maremne Adour Côte-Sud	4,37 %	3 933,00 €
Communauté de communes du Pays d'Orthe et Arrigans	7,86 %	7 074,00 €
<b>TOTAL</b>	<b>100 %</b>	<b>90 000,00 €</b>





### Action 5.1.a : réalisation de diagnostics de vulnérabilité sur les habitations exposées à un risque d'inondation dans le département des Landes (fonctionnement)

Il s'agit d'engager un prestataire pour réaliser des diagnostics sur des biens situés en zone inondable.

Engagement et durée de l'action : 1<sup>er</sup> janvier 2025 pour une durée prévisionnelle de 3 ans.

Coût prévisionnel total : 60 000 € TTC (2025-2027)

Plan de financement prévisionnel pour les 3 ans (2025-2027) :

				2025 (3 ans)	
				Taux	Assiette des dépenses éligibles
État				50%	60 000,00 €
Autofinancement	EPCI-FP	50%	cf. clef	-	30 000,00 €

Répartition du reste à charge pour les 3 ans (2025-2027) :

La répartition entre les EPCI-FP est établie selon la clef de répartition retenue pour la mise en œuvre des actions territorialisées du PAPI, comme indiqué au 7.2 de la présente convention, soit ici au *prorata* du nombre de diagnostics de vulnérabilité réalisés sur les habitations pour chacun des EPCI-FP landais (cf. détail estimatif par EPCI-FP ci-après).

	Estimation du nombre de diagnostics à réaliser sur les habitations	Montant total prévisionnel
Communauté de communes du Seignanx	15	7 500,00 €
Communauté de communes Maremne Adour Côte-Sud	15	7 500,00 €
Communauté de communes du Pays d'Orthe et Arrigans	30	15 00,00 €
<b>TOTAL</b>	<b>60</b>	<b>30 000,00 €</b>





**Action 5.2.a : réalisation de diagnostics de vulnérabilité sur les établissements publics exposés à un risque d'inondation dans le département des Landes (fonctionnement)**

Il s'agit d'engager un prestataire pour réaliser des diagnostics sur des biens situés en zone inondable.

Engagement et durée de l'action : 1<sup>er</sup> janvier 2025 pour une durée prévisionnelle de 3 ans.

Coût prévisionnel total : 4 500 € TTC (2025-2027)

Plan de financement prévisionnel pour les 3 ans (2025-2027) :

				2025 (3 ans)	
				Taux	Assiette des dépenses éligibles
État				50%	4 500,00 €
Autofinancement	EPCI-FP	50%	cf. clef	-	2 250,00 €

Répartition du reste à charge pour les 3 ans (2025-2027) :

La répartition entre les EPCI-FP est établie selon la clef de répartition retenue pour la mise en œuvre des actions territorialisées du PAPI, comme indiqué au 7.2 de la présente convention, soit ici au *prorata* du nombre de diagnostics de vulnérabilité réalisés sur les établissements publics pour chacun des EPCI-FP landais (cf. détail estimatif par EPCI-FP ci-après).

	Estimation du nombre de diagnostics à réaliser sur les établissements publics	Montant total prévisionnel
Communauté de communes du Seignanx	1	750,00 €
Communauté de communes du Pays d'Orthe et Arrigans	2	1 500 €
<b>TOTAL</b>	<b>3</b>	<b>2 250,00 €</b>





**Action 5.3.a : réalisation de diagnostics de vulnérabilité sur les biens d'activité professionnelle d'entreprise de moins de 20 salariés exposés à un risque d'inondation dans le département des Landes (fonctionnement)**

Il s'agit d'engager un prestataire pour réaliser des diagnostics sur des biens situés en zone inondable.

Engagement et durée de l'action : 1<sup>er</sup> janvier 2025 pour une durée prévisionnelle de 3 ans.

Coût prévisionnel total : 19 500 € TTC (2025-2027)

Plan de financement prévisionnel pour les 3 ans (2025-2027) :

		2025 (3 ans)			
		Taux		Assiette des dépenses éligibles	Montant
État		50%		19 500,00 €	9 750,00 €
Autofinancement	EPCI-FP	50%	cf. clef	-	9 750,00 €

Répartition du reste pour les 3 ans (2025-2027) :

La répartition entre les EPCI-FP est établie selon la clef de répartition retenue pour la mise en œuvre des actions territorialisées du PAPI, comme indiqué au 7.2 de la présente convention, soit ici au *prorata* du nombre de diagnostics de vulnérabilité réalisés sur les biens d'activité professionnelle d'entreprise de moins de 20 salariés pour chacun des EPCI-FP landais (cf. détail estimatif par EPCI-FP ci-après).

	Estimation du nombre de diagnostics à réaliser sur les biens d'activité professionnelle d'entreprise de moins de 20 salariés exposés à un risque d'inondation	Montant total
Communauté de communes du Seignanx	1	750,00 €
Communauté de communes Maremne Adour Côte-Sud	2	1 500,00
Communauté de communes du Pays d'Orthe et Arrigans	10	7 500,00
<b>TOTAL</b>	<b>13</b>	<b>9 750,00 €</b>







### **Action 7.2 : étude de caractérisation de la fonctionnalité hydrauliques des ouvrages de protection existants (investissement)**

Il s'agit d'engager un prestataire pour étudier la fonction hydraulique des digues agricoles du territoire et définir des modalités de gestion adaptées et proportionnées. Cette analyse s'effectuera selon différents scénarios de maintien ou d'abandon des ouvrages tout en tenant compte des impacts sur les enjeux identifiés. Cette action sera portée par l'EPTB pour le compte du SMBAM au titre d'une délégation de compétence GEMAPI.

Engagement et durée de l'action : 1<sup>er</sup> janvier 2025 pour une durée prévisionnelle de 3 ans.

Coût prévisionnel total : 170 000,00 € TTC (2025-2027)

Plan de financement prévisionnel sur 3 ans :

		2025 - 2027 (3 ans)			
		Taux		Assiette des dépenses éligibles	Montant
État		50%		170 000,00 €	85 500,00 €
Autofinancement	SMBAM	50%	100%	-	85 500,00 €

Répartition du reste à charge :

	Taux	Montant total
Syndicat mixte du bas Adour maritime	100,00 %	85 000,00 €
<b>TOTAL</b>	<b>100 %</b>	<b>85 500,00 €</b>





## Annexe 5 : Liste des membres du comité de pilotage et du comité technique du PAPI Adour aval

### Liste des membres du comité de pilotage

Institution Adour (structure porteuse)  
Syndicat mixte du bas Adour maritime  
Communauté de communes du pays d'Orthe et Arrigans  
Communauté de communes du Seignanx  
Communauté de communes du Maremne Adour Côte-Sud  
Communauté d'agglomération Pays Basque  
Préfecture des Pyrénées-Atlantiques  
Préfecture des Landes  
DREAL Nouvelle-Aquitaine  
DDTM des Pyrénées-Atlantiques  
DDTM des Landes  
Agence de l'eau Adour-Garonne  
Région Nouvelle-Aquitaine  
Service départemental de l'Office français de la biodiversité des Pyrénées-Atlantiques  
Service départemental de l'Office français de la biodiversité des Landes  
Département des Pyrénées-Atlantiques  
Département des Landes  
Service départemental d'incendie et de secours des Pyrénées-Atlantiques  
Service départemental d'incendie et de secours des Landes  
Association des maires des Pyrénées-Atlantiques  
Association des maires des Landes  
Opérateurs réseaux (gestionnaires publics et privés de voirie, réseaux télécom, réseaux gaz, ...)  
Chambres consulaires (Chambres d'agriculture, CCI, CMA)  
Fédérations de pêche des Pyrénées-Atlantiques et des Landes  
Gendarmerie et Police  
Union des producteurs d'électricité  
Union nationale des industries et des carrières de matériaux de construction  
Association de protection de la nature et de l'environnement  
Association de consommateurs

### Liste des membres du comité technique

Institution Adour  
Le syndicat de sous-bassins versants (SMBAM)  
Les 4 EPCI-FP (CCPOA, CCMACS, CCS et CAPB)  
Agence de l'eau Adour Garonne  
DDTM des Pyrénées-Atlantiques et des Landes  
DREAL Nouvelle-Aquitaine  
Départements des Pyrénées-Atlantiques et des Landes  
Région Nouvelle-Aquitaine  
Associations des maires des Pyrénées-Atlantiques et des Landes  
Chambre de commerce et d'industrie des Pyrénées-Atlantiques et des Landes  
Chambres d'agriculture des Pyrénées-Atlantiques et des Landes  
Fédérations de pêche des Pyrénées-Atlantiques et des Landes  
Opérateurs réseaux (gestionnaires publics et privés de voirie, réseaux télécom, réseaux gaz, ...)  
SDIS des Pyrénées-Atlantiques et des Landes  
Gendarmerie et Police  
Union des producteurs d'électricité  
Union nationale des industries et des carrières de matériaux de construction  
Association de protection de la nature et de l'environnement  
Association de consommateurs

